

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 7 OCTOBRE 2019**

Par le Service des communications
et des relations publiques



**HÔPITAL DE MONT-LAURIER
12 INFIRMIÈRES ABSENTES,
12 LITS EN MOINS**

P. 3

À LA UNE

Hôpital de Mont-Laurier

Un tiers des infirmières absentes au département d'hospitalisation



SIMON DOMINÉ
sdomine@lecourant.ca

En raison d'un manque important d'infirmières, le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides a averti le 4 octobre que 12 des 44 lits de soins de courte durée seront temporairement fermés à l'hôpital de Mont-Laurier.

Le Courant a obtenu la confirmation de la part de l'équipe des communications du CISSS des Laurentides que sur l'équipe des 30 infirmières du département d'hospitalisation, 12 manquaient à l'appel pour diverses raisons.

La fermeture des 12 lits a débuté le 4 octobre à 16h et devrait durer de deux à trois semaines selon le CISSS.

Les 32 autres lits demeurent ouverts et les services d'hospitalisation sont donc maintenus.

En cas de besoin, les personnes qui ne pourront pas être prises en charge directement à Mont-Laurier seront accueillies par d'autres hôpitaux des Laurentides.

« Ça va vraiment dépendre des cas. Chacun des cas va être évalué de manière individuelle », a précisé Thaïs Dubé, du service des communications de CISSS.

RÉSOUTRE « DANS LES MEILLEURS DÉLAIS »
La députée de Labelle, Chantale Jeannotte, a assuré qu'il s'agissait d'un bris de service temporaire.

« On met tout en œuvre pour trouver des ressources. Il y a plusieurs mesures qui sont prises et on va mettre en place un plan d'action. C'est une situation exceptionnelle, mais l'objectif c'est de résoudre dans les meilleurs délais », a-t-elle assuré le 4 octobre.

Il est possible que certaines des chirurgies

à l'horaire durant cette période soient reportées. Le cas échéant, les personnes seront contactées.

« Si vous ne recevez pas d'appel, cela signifie que la date de votre chirurgie est maintenue », a spécifié le CISSS.

D'après l'établissement de santé et de services sociaux, on ne prévoit pas annuler de chirurgies à l'horaire, mis à part deux chirurgies orthopédiques qui pourraient être reportées.

LES INFIRMIÈRES SE FONT RARES
Rappelons que les Hautes-Laurentides ont récemment connu un épisode similaire, du côté de l'hôpital de Rivière-Rouge.

Le manque d'infirmières avait forcé le CISSS à fermer l'unité des soins intensifs les fins de semaine du 17-18 août, 24-25 août, 31 août-1er septembre et 6-7 septembre. L'avenir de ce service est d'ailleurs incertain.

Le manque de personnel, associé à la pénurie de main-d'œuvre qui touche tous les secteurs mais aussi aux conditions de travail, préoccupe la députée de Labelle.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

« Les conditions, c'est épouvantable, c'est scandaleux. Il faut vraiment qu'on travaille fort pour ces gens-là qui travaillent à bout de bras. J'entends de l'ouverture, notamment pour les préposés aux bénéficiaires », a mentionné Mme Jeannotte.

Elle s'est dit confiante de voir le conseil des ministres faire quelque chose pour améliorer les conditions de travail du personnel hospitalier.

« En amont de tout ça, c'est notre premier ministre qui travaille très fort pour aller renégocier avec les médecins spécialistes pour aller chercher 1 G\$ (...) », a conclu la députée. ■



Un quart des lits dédiés aux soins de courte durée ne sera pas en fonction pendant deux à trois semaines à l'hôpital de Mont-Laurier (photo : Pixabay).

EN BREF



LE BILAN DE LA DPJ JUSTIFIE D'EN FAIRE DAVANTAGE, SELON L'APTS

« Les plus récentes statistiques annuelles concernant le nombre de signalements faits auprès de l'ensemble des directions de la protection de la jeunesse (DPJ) confirment encore une fois que la situation globale se détériore. Jusqu'à maintenant, les mesures annoncées en juillet dernier [...] ne semblent pas capables d'endiguer la pression sans cesse croissante qui afflige le réseau, de la réception des signalements jusqu'à la fin des interventions », s'est exprimée Marie-Ève Meilleur, représentante nationale des Laurentides pour l'Alliance du personnel professionnel et technique du réseau de la santé et des services sociaux (APTS), en réaction au 16^e bilan annuel des directeurs de la DPJ. Ce bilan fait état, dans les Laurentides, d'une hausse de 11,5 % des signalements traités; soit 11 544 dont 3 946 ont été retenus. Mme Meilleur ne croit pas que la baisse estivale du nombre de signalements soit attribuable aux 47 M\$ annoncés : « Pour l'instant, cet argent permet essentiellement de transformer des postes à statut précaire en postes permanents. C'est loin de suffire. Il n'y a pas plus de bras pour faire le travail sur le terrain et il n'y en aura pas à court terme », déplore-t-elle. L'APTS regrette également le fait que les changements apportés visent prioritairement une

réduction des listes d'attente. « Pendant ce temps, rappelle la représentante, les intervenants doivent composer avec une charge de travail excessive alors qu'il leur faut gérer des situations difficiles et souvent très délicates. Une véritable amélioration doit passer par la réduction – voire l'élimination – de cette surcharge, une meilleure organisation du travail, des mesures pour retenir et attirer le personnel, ainsi que l'élimination de la violence faite aux intervenants. » L'APTS a déjà fait savoir que 270 M\$ seraient nécessaires pour répondre à l'ensemble de ces besoins. « Ne pas investir davantage immédiatement équivaldrait à "tabletter" les enfants du Québec, prévient Mme Meilleur. Personne ne veut d'un autre "Granby". » La représentante de l'APTS reconnaît toutefois que les événements survenus en Estrie ont contribué à « ouvrir des yeux » et à améliorer les canaux de communication. « Un dialogue que nous n'avions pas eu depuis longtemps entre employeur et syndicat s'installe, se réjouit-elle. La communication, la collaboration et la transmission d'informations sont essentielles à la protection des enfants. [...] Tant mieux si un changement de culture s'opère à cet égard; le mérite revient au ministre Carmant », de conclure la représentante. ■

À LA UNE

Guichet d'accueil santé

« Le vent qui s'en allait vers Saint-Jérôme, ça suffit »



SIMON DOMINÉ
sdomine@lecourant.ca

Interpellée par les maires des Hautes-Laurentides, la députée Chantale Jeannotte a obtenu un moratoire qui empêche jusqu'à nouvel ordre le transfert du Guichet d'accueil santé de la MRC d'Antoine-Labelle à Saint-Jérôme.

Mise au courant de l'objectif du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides de transférer vers le sud le guichet d'accueil santé du territoire, la députée de Labelle a conseillé aux maires d'écrire directement à la ministre de la Santé et des Services sociaux, Danielle McCann.

Elle témoigne : « J'ai dit : "Écrivez une lettre à Mme McCann, mettez-moi en copie conforme et on va demander un moratoire là-dessus". Je suis partie avec l'ébauche de lettre. J'avais la chance d'avoir le caucus à Rivière-du-Loup, donc

j'arrive avec l'ébauche de lettre, je rencontre Mme McCann. (...) Je lui raconte la situation. Immédiatement, elle dit : "Je suis d'accord avec toi, ça n'a pas de bon sens". J'étais tellement fière de ma ministre, je l'ai remerciée je ne sais pas combien de fois ».

FILET DE SÉCURITÉ

Selon elle, on parle d'un filet de sécurité majeur pour les personnes âgées, car il s'agit de la porte d'entrée pour les soins à domicile et les gens qui sont en perte d'autonomie.

Rappelons que la MRC d'Antoine-Labelle a la population dont la moyenne d'âge est la plus élevée des Laurentides.

La députée estime que les personnes n'auraient pas pu obtenir la même qualité de service.

« La personne, si on la met à Saint-Jérôme, elle ne connaît pas, elle, le service X ou le service Y », a expliqué la députée, en rappelant qu'ici, « tout le monde se connaît ».



La députée de Labelle, Chantale Jeannotte (photo : archives - Le Courant des Hautes-Laurentides).

Elle semblait déterminée à maintenir pour de bon le service à Mont-Laurier : « C'est un moratoire. Ça va nous permettre de réfléchir, mais on ne réfléchira pas trop parce que moi je suis convaincue que ce service-là doit demeurer ».

L'ÈRE BARRETTE, C'EST FINI

Craint-elle que des situations similaires se reproduisent? « Moi, je ne crains pas autre chose. Mais chose certaine, je suis très sensible à tout ce qui se passe et je travaille en étroite collaboration avec les municipalités, les maires et les concitoyens pour veiller au grain. Parce qu'il ne faut pas oublier que ça fait seulement un an qu'on est au pouvoir. Je pense que c'est un exemple concret de l'ancienne réforme Barrette qui aurait continué sans mon intervention auprès de la ministre. Nous, on veut faire changer les choses. Le vent qui s'en allait vers Saint-Jérôme, ça suffit. On veut que notre population soit bien desservie », a fait savoir la députée.

PAS DE POSTES PERDUS

Le CISSS des Laurentides n'était pas en mesure le 4 octobre de commenter en détails la situation.

Thaïs Dubé, du service des communications du CISSS, a toutefois avancé le commentaire suivant : « C'est pas un transfert de service. C'est une centralisation d'une centrale téléphonique, pour permettre aux gens d'avoir une plus grande plage horaire d'accessibilité. On n'abolit pas des postes, dans le sens où les infirmières sont, par la suite, réorientées vers d'autres services tout simplement. C'est pas des postes qui se ferment ». ■

ACTUALITÉ

Fondation André-Boudreau

Deux projets de prévention pour les jeunes des Laurentides



KATHLEEN GODMER
kgodmer@lecourant.ca

La Fondation André-Boudreau, en collaboration avec le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, a procédé, le 24 septembre dernier, au lancement de deux projets de prévention novateurs visant les jeunes entre 11 et 17 ans des Laurentides.

« L'objectif de la journée "Ma famille numérique" est principalement d'informer les parents et les jeunes sur les différents enjeux de l'ère numérique incluant les réseaux sociaux, la saine utilisation des écrans et la cyber dépendance. Les ateliers seront offerts séparément aux enfants des parents afin de se concentrer sur les préoccupations de chacun. Concernant la campagne sur la prévention de l'anxiété, il s'agit de s'attaquer à un fléau grandissant chez nos jeunes qui est un facteur les menant aux diverses dépendances. Nous savons que si l'on abaisse le niveau d'anxiété chez nos jeunes, les dépendances baisseront également », a expliqué Nadia Dahman, présidente de la Fondation.

FAMILLE NUMÉRIQUE, FAISONS ÉQUIPE !

Le premier projet est une activité de sensibilisation gratuite intitulée : " Famille numérique, faisons équipe !" qui a eu lieu le 6 octobre dernier, à l'Académie Lafontaine de Saint-Jérôme. Cet atelier gratuit était offert aux familles pour promouvoir la saine utilisation des écrans et prévenir la cyberdépendance. On y a présenté des ateliers et des conférences s'adressant aux

jeunes de 11 à 17 ans et à leurs parents afin de mieux les outiller face à cette réalité. Le célèbre YouTubeur PL Cloutier était présent comme conférencier.

« Pour le moment, l'activité se tient à Saint-Jérôme parce que ce sont des intervenants d'ici qui nous ont approchés, mais rien n'empêche d'en tenir une autre dans les Hautes-Laurentides si les ressources nous contactent. Il s'agit d'une première expérience et nous sommes conscients que le territoire est grand malgré l'offre de transport pour des gens plus éloignés, nous aimerions pouvoir offrir ce genre de journée à d'autres endroits dans les Laurentides dans le futur », a mentionné Mme Dahman.

PRÉVENTION DE L'ANXIÉTÉ

Le deuxième projet est une campagne Web novatrice pour prévenir l'anxiété chez les jeunes. En collaboration avec la Direction de santé publique du CISSS des Laurentides, la Fondation André-Boudreau souhaitait poser une action pour promouvoir une santé mentale positive et prévenir l'anxiété chez les adolescents de 11 à 17 ans de la région des Laurentides.

Le tout a pris la forme d'une campagne Web qui proposera une série de capsules vidéo humoristiques mettant en vedette Rosalie Vaillancourt et Medhi Bousaidan, deux humoristes que les jeunes apprécient particulièrement. Ces capsules aborderont le thème de l'anxiété dans différents contextes de la vie de tous les jours d'un adolescent. Elles seront lancées le 14 octobre prochain.



La campagne Web de la Fondation proposera une série de capsules vidéo humoristiques mettant en vedette Rosalie Vaillancourt et Medhi Bousaidan, deux humoristes que les jeunes apprécient (photo : gracieuseté).

Le tout sera relié à une plateforme Web où les jeunes, de même que les parents et les intervenants, pourront accéder à du contenu informatif, des outils et des ressources pour prévenir le stress et l'anxiété au quotidien. Les capsules seront diffusées via les réseaux sociaux et seront aussi accessibles sur le site Web de la Fondation André-Boudreau.

« C'est la première fois que le CISSS des Laurentides collabore avec notre Fondation pour des projets de prévention auprès des jeunes et nous sommes très reconnaissants de leur engagement [...]. La Fondation travaille étroitement avec le CISSS des Laurentides, car ce sont eux qui travaillent sur le terrain avec les jeunes. Nous travaillons déjà avec le département de la dépendance jeunesse et avons eu le plaisir d'ajouter la prévention grâce au département de la santé publique. Ce sont des gens motivés à aider la jeunesse dans la mesure de leurs capacités et ils sont très dédiés à nous accompagner dans nos différents projets afin de s'assurer que nos jeunes reçoivent les meilleures pratiques en tant qu'intervention et prévention. En jumelant

nos forces, le CISSS et la fondation réussissent à mettre des projets innovants au service de tous les jeunes des Laurentides », souligne Nadia Dahman.

HAUTES-LAURENTIDES : SANTÉ MENTALE ET ANXIÉTÉ

Selon Mme Dahman, dans les Hautes-Laurentides, comme dans les Laurentides elles-mêmes, les problèmes de santé mentale et d'anxiété chez les jeunes sont des réalités très présentes.

« Il s'agit d'une problématique préoccupante pour nos jeunes des Laurentides. Selon les résultats de l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2016-2017, 21 % des élèves du secondaire ont reçu un diagnostic médical d'anxiété (17 % au Québec) c'est une augmentation depuis le dernier cycle de l'enquête (11 % en 2010-2011). C'est donc une grande préoccupation des milieux scolaires et de la santé qui désirent intervenir face à cette problématique », a-t-elle précisé. ■

ACTUALITÉ

André Poirier reconduit à la présidence du CISSS

La ministre McCann a reconduit le mandat d'André Poirier à titre de président du conseil d'administration (C.A.) du CISSS des Laurentides. La nouvelle présidente-directrice générale du CISSS, Rosemonde Landry, s'en réjouit grandement : « Pour côtoyer M. Poirier depuis plusieurs années, je sais le CISSS toujours entre bonnes mains. Nous bénéficierons à nouveau de son expertise en gouvernance, de son leadership qui a fait ses preuves ainsi que de

son engagement envers notre CISSS. M. Poirier est de plus pourvu de belles valeurs humaines, ce qui est un atout dans un milieu comme le nôtre. » Le mandat, renouvelé depuis le 30 septembre 2019, aura une durée de trois ans. Membre du C.A. depuis 2015, M. Poirier a su acquérir au fil du temps une excellente connaissance du CISSS des Laurentides et des besoins de la population de la région. ■





LE CISSS INSPIRE LE LUXEMBOURG

Le CISSS des Laurentides a reçu, le 1er octobre dernier, une délégation en provenance du Luxembourg venue explorer certaines de ses pratiques. Cette délégation de l'organisme « Tricentenaire Inc. » a effectué ce voyage pour présenter un projet devant le jury du Conseil québécois d'Agrément (CQA) dont la mission est de soutenir les organisations dans leur démarche d'amélioration continue de la qualité des services, ainsi que de certifier publiquement que les exigences circonscrites par chacun des programmes qualité du CQA sont satisfaites. Cette visite était l'occasion pour les représentants de rencontrer des organisations québécoises œuvrant dans le même champ d'activités et

de s'inspirer de leurs approches, projets et bons coups. La direction du CISSS s'est fait un plaisir d'accueillir la délégation et de lui présenter le programme en partenariat de soins et de services, ainsi que le programme Intégration travail, qui vise le développement de l'employabilité des usagers aux programmes déficience intellectuelle, trouble du spectre de l'autisme et déficience physique. Par la suite, une visite de deux milieux d'activités de travail s'est déroulée au plateau de travail du Collège Lionel-Groulx et dans le cadre du stage de groupe à l'entreprise Import Dragon à Boisbriand. Tricentenaire accueille et héberge une clientèle adulte avec des déficiences physiques et intellectuelles, comptant 237 employés et offrant ses services à 222 usagers. ■

BÉNÉVOLES RECHERCHÉS

Le CISSS des Laurentides est présentement à la recherche de personnes qui désirent s'impliquer à titre de bénévole. Les tâches sont diverses: accueillir et diriger la clientèle dans les différents services, à la boutique cadeaux ou au chariot mobile en milieu hospitalier, ou encore dans les centres d'hébergement pour les loisirs, l'aide aux repas, l'accompagnement aux rendez-vous médicaux, l'accompagnement en fin de vie. On peut aussi réaliser des transports pour la clientèle jeunesse ou la clientèle en centre de jour. Pour plus d'informations, selon votre secteur, on peut appeler à Rivière-Rouge au 819 275-2118, poste 53386, à Labelle et Mont-Tremblant au 819 425-2794, poste 36019, à Sainte-Agathe-des-Monts au 819 324-4000, poste 34239 ou à Sainte-Adèle au 450 229-6601, poste 77152.

L'information du Nord Vallée de la Rouge, 9 octobre 2019, p. 26

L'information du Nord Sainte-Agathe, 9 octobre 2019, p. 17

ACTUALITÉS

Fondation André-Boudreau

Une campagne de sensibilisation pour contrer la cyberdépendance

MAXIME COURSOL

mcoursol@infodunord.ca

Les humoristes Rosalie Vaillancourt et Medhi Bousaidan seront de la toute nouvelle campagne de sensibilisation mise sur pied par la Fondation André-Boudreau, afin de conscientiser les jeunes de 11-17 ans à la cyberdépendance.

Cette fondation, basée à Saint-Jérôme mais œuvrant dans toutes les Laurentides, a pour mission de venir en aide aux jeunes aux prises avec divers problèmes de dépendance, par des programmes d'intervention et de prévention. Vu l'apparition de la cyberdépendance au Québec, il était naturel pour elle de s'y attaquer.

« Le temps passé devant les écrans est une grande préoccupation des parents, avance Nadia Dahman, présidente de la Fondation André-Boudreau. Ils ne savent pas trop comment prendre le problème, peu d'outils existent pour eux. Les enfants, eux, ne connaissent pas les risques de passer trop de temps sur Internet, les réseaux sociaux et les jeux vidéo. »

La Fondation a donc choisi une stratégie en deux temps: organiser un événement pour outiller les parents et lancer une campagne via Internet. « Il faut aller chercher les jeunes par les plateformes qu'ils utilisent, dit Mme Dahman. C'est pour ça qu'on va surtout diffuser les capsules de notre campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux et sur YouTube. »

45 000 JEUNES VISÉS

Cette campagne disposera d'un avantage de taille: la participation de Rosalie Vaillancourt et Medhi Bousaidan, qui se sont tous deux fait connaître sur YouTube et dont une grande partie du public est constitué d'adolescents. « On a eu de la chance de les avoir, confie la présidente Dahman, car ils ont été sollicités pour plusieurs autres initiatives de ce genre. La cause les a touchés et nos scripteurs ont beaucoup travaillé avec eux, ils savaient donc comment écrire des capsules qui leur colleraient à la peau. » Évidemment, avec ces deux têtes d'affiche, il faut s'attendre à ce que l'information passe de façon humoristique.

La campagne de sensibilisation sera lancée le 14 octobre officiellement. Grâce à la géolocalisation, la Fondation André-Boudreau visera des jeunes de tout le territoire des Laurentides, de Saint-Eustache à Mont-Laurier, et pourra savoir, en dégagant des statistiques, où la campagne remporte du succès et où du travail restera à faire. On estime le potentiel de la portée de cette campagne à 45 000 jeunes.

UN ÉVÉNEMENT « EXPORTABLE »

La Fondation André-Boudreau organisait, par ailleurs, une journée de sensibilisation le 6 octobre à Saint-Jérôme pour mieux outiller parents et enfants à reconnaître et à éviter la cyberdépendance. Alors que les premiers participaient à des ateliers, les seconds ont assisté à une conférence sur l'anxiété, qui serait une des causes principales du développement des dépendances chez les jeunes. Selon les résultats de l'Enquête québécoise

sur la santé des jeunes du secondaire 2016-2017, 21% des élèves du secondaire de la région des Laurentides ont reçu un diagnostic médical d'anxiété, une augmentation de 11% depuis l'enquête de 2010-2011.

Même si l'événement a déjà eu lieu, il pourrait être « exportable », aux yeux de la présidente Dahman. « Idéalement, on aimerait tenir d'autres événements de ce genre ailleurs sur le territoire des Laurentides. Mais pour ça, il faut que des gens du milieu nous sollicitent », explique-t-elle.



Medhi Bousaidan et Rosalie Vaillancourt seront les ambassadeurs de la campagne de sensibilisation de la Fondation André-Boudreau. (Photo gracieuseté)

SOUTIEN LOCAL DEMANDÉ

Le partenaire principal de la Fondation André-Boudreau est le CISSS des Laurentides, par sa Direction de la santé publique. Grâce à celui-ci, elle pourra obtenir une diffusion sur tout le territoire des Laurentides et la campagne pourra perdurer dans le temps. La présidente souhaite cependant que des entreprises des quatre coins de la région soutiennent la Fondation pour assurer que cette campagne roule pendant des années, car le problème ne risque pas de disparaître du jour au lendemain non plus.

Actualité

LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS SEXUELLES

Une première rencontre pour un nouveau comité des Laurentides

(E.M) – Le 3 octobre dernier, le premier rendez-vous du comité intersectoriel régional a eu lieu à Saint-Jérôme. C'est alors cinquante personnes provenant d'une trentaine d'organisations qui ont abordé la question des agressions sexuelles et des enjeux actuels dans les Laurentides.

Des présentations et des ateliers ont permis de discuter des différents enjeux de cette problématique ainsi que d'aborder des pistes d'action concrètes et prioritaires.

PLUSIEURS PERSONNES UNIES ET MOTIVÉES POUR LA CAUSE

Suite aux mouvements sociaux #moiaussi et #metoo et à la sortie d'une stratégie gouvernementale visant à contrer les violences sexuelles, des organisations ont fondé un comité provisoire afin de mettre sur pied une institution de partenariat qui traiterait des problématiques reliées aux agressions sexuelles.

À l'origine, les organisations membres de ce premier comité étaient le CAVAC

des Laurentides, le Centre désigné de Saint-Jérôme, CALACS L'Ancre, L'Élan-CALACS et le CISSS des Laurentides. Le but de départ était d'initier des rencontres permettant de mieux développer les services offerts pour les victimes d'agressions sexuelles. C'est ainsi que le comité régional intersectoriel en matière d'agressions sexuelles a été mis sur pied. Les initiateurs sont fiers d'avoir pu rassembler autant d'organismes et de personnes.

Danielle Giroux, du Centre d'aide aux victimes d'actes criminels des Laurentides (CAVAC) explique leurs motivations : « Nous avons constaté certains défis sur le terrain, des obstacles pour les victimes et il



Chantal Ruel, Danielle Giroux, Julie Bourbeau, Audrey Larocque, Sophie Gilbert, Vanessa Yelle, Nadia Boudreault, Chantal Dubois et Sonia Charbonneau.

nous semblait important de trouver des solutions en impliquant toutes les instances concernées. »

Chantal Dubois, du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) L'Ancre, poursuit au sujet des défis d'une telle organisation : « Cette journée représente bien le désir de collaboration porté par le comité provisoire.

On pense qu'en connaissant mieux les acteurs impliqués, nous allons réussir à améliorer le soutien apporté aux victimes dans les Laurentides, tout en permettant de travailler également à la prévention des agressions sexuelles. Plusieurs organisations se sont déjà engagées à contribuer à des comités de travail, c'est très encourageant! » Trois autres rencontres sont prévues d'ici juin 2020.

L'Écho de la Rive-Nord, site Internet

La certification "Amis des bébés" décernée aux CLSC Jean-Olivier-Chénier et de Mirabel

<https://www.lechodelarivenord.ca/actualites/politique/373325/la-certification-amis-des-bebes-decernee-aux-clsc-jean-olivier-chenier-et-de-mirabel>

Actualité

DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

Les signalements en hausse dans les Laurentides

FRANCE POIRIER – Présentant le bilan annuel des DPJ, la directrice de la DPJ Laurentides, Myriam Briand, était en compagnie des intervenantes et intervenants qui travaillent auprès des jeunes et des familles.



Impossible de passer sous silence les événements du printemps dernier à Granby, alors qu'une fillette perdait la vie à la suite de présumés mauvais traitements. L'enfant était suivie par la DPJ.

« Cet événement rappelle qu'en dépit du travail acharné des milliers d'intervenants dédiés à la protection de tous les enfants du Québec, nous ne sommes pas à l'abri d'une telle situation. La protection des enfants est un travail d'équipe où la contribution de chacun est fondamentale. Quand une situation glisse entre les mailles du filet, ce sont tous ses acteurs qui doivent se

questionner », était souligné dans le rapport annuel des DPJ à travers le Québec.

HAUSSES DES SIGNALEMENTS

Le nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'un signalement et qui ont besoin de protection ne cesse d'augmenter. C'est le cas dans les Laurentides. Dans la dernière année 2018-2019, la DPJ-DP du CISSS des Laurentides a traité 10 544 signalements. Il s'agit d'une hausse de 11,5 %. De ce nombre, 3 946 signalements ont été retenus. Cela représente 29 signalements par jour où une personne se préoccupe d'une situation d'un enfant. En ce qui concerne la Loi sur le système

de justice pénale, 832 adolescents ont reçu des services.

LE SYNDICAT DÉNONCE LA SURCHARGE DE TRAVAIL

« Les plus récentes statistiques annuelles concernant le nombre de signalements faits auprès de l'ensemble des directions de la protection de la jeunesse (DPJ) confirment encore une fois que la situation globale se détériore. Et, jusqu'à maintenant, les mesures annoncées en juillet dernier par le ministre Carmant ne semblent pas capables d'endiguer la pression sans cesse croissante qui afflige le réseau de la DPJ, de la réception des signalements jusqu'à la fin des interventions », soulignait Marie-Ève Meilleur, représentante nationale de l'APTS dans la région des Laurentides, en réaction au bilan.

L'APTS déplore également le fait que les changements apportés visent prioritairement une réduction des listes d'attente. « Pendant ce temps, rappelle la représentante de l'APTS, les intervenantes et intervenants

doivent composer avec une charge de travail excessive alors qu'il leur faut gérer des situations difficiles et souvent très délicates. Une véritable amélioration doit passer par la réduction, voire l'élimination de cette surcharge, une meilleure organisation du travail, des mesures pour retenir et attirer le personnel ainsi que l'élimination de la violence faite aux intervenants. »

Statistiques provinciales 2018-2019

305 644 signalements traités (en hausse de **10 %**)

41 530 signalements ont été retenus.

289 situations d'enfants signalés par jour

9 879 adolescents ont reçu des services (Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents).

Actualité

PROBLÈME DE SANTÉ MINEUR

Au lieu d'attendre des heures à l'urgence

(F.P.) – On le sait, les salles d'urgences des hôpitaux débordent sur le territoire et le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides tient à rappeler qu'il existe des ressources alternatives pour un problème de santé mineur.



Il existe d'autres alternatives que l'urgence pour des problèmes de santé mineur

Si vous avez des inquiétudes ou des questions au sujet de votre santé ou celle d'un proche, appelez Info-Santé ou Info-Social en composant le 811 afin de parler avec un professionnel de la santé. Des conseils de santé sont disponibles 24 heures par jour, 7 jours par semaine.

Si vous ou l'un de vos proches devez consulter un médecin pour un problème de santé : le médecin de famille est le premier recours, si vous en avez un. Si vous faites partie d'une clinique désignée à titre de Groupe de médecine de famille (GMF), vous avez un accès privilégié auprès de votre médecin de famille et à l'ensemble des professionnels du groupe. On vous assignera un rendez-vous personnalisé en fonction de vos besoins.

VOUS N'AVEZ PAS DE MÉDECIN DE FAMILLE

Consulter la liste des cliniques médicales avec ou sans rendez-vous. Dans la région des Laurentides, plusieurs cliniques médicales offrent des consultations médicales, sans rendez-vous, à la population. Pour tous les détails, visitez le www.santelaurentides.gouv.qc.ca/nous-joindre.

Pour les autres régions, consultez le répertoire du Portail santé mieux-être du gouvernement du Québec au www.msss.gouv.qc.ca/repertoires. Rendez-vous santé Québec est un service gouvernemental harmonisé, convivial et gratuit permettant la prise de rendez-vous en ligne avec un médecin de famille, visitez le www.rvsq.gouv.qc.ca.

Vous pouvez consulter votre pharmacien, il offre plusieurs services qui pourraient répondre à votre situation. Contactez tout autre professionnel de la santé qui connaît votre condition et qui vous a déjà traité pour une situation similaire.

Les personnes n'ayant pas de médecin de famille sont invitées à faire une demande d'inscription directement sur le site du Guichet d'accès à un médecin de famille (GAMF) au www.quebec.ca/sante/trouver-une-ressource/consulter-un-professionnel/inscription-aupres-d-un-medecin-de-famille/.

CISSS DES LAURENTIDES

André Poirier reconduit à la présidence

LE NORD – André Poirier voit son mandat comme président du conseil d'administration du CISSS des Laurentides reconduit par la ministre McCann et la nouvelle présidente-directrice générale du CISSS, Rosemonde Landry, s'en réjouit grandement.

« Pour côtoyer M. Poirier depuis plusieurs années, je sais le CISSS toujours entre bonnes mains. Au nom des membres du conseil d'administration et du comité de direction, je tiens à lui offrir toutes mes félicitations. Cela signifie que nous bénéficierons à nouveau de son expertise en gouvernance, de son leadership qui a fait ses preuves ainsi que de son engagement envers notre CISSS. M. Poirier est de plus pourvu de belles valeurs humaines, ce qui est un atout dans un milieu comme le nôtre. »

Le mandat de M. Poirier, renouvelé depuis le 30 septembre 2019, aura une durée de trois ans. Membre du conseil d'administration de l'organisation depuis 2015, soit depuis le tout début de la mise en place des CISSS et des CIUSSS à travers le Québec, M. André Poirier a su acquérir au fil du temps une excellente connaissance du CISSS des Laurentides et des besoins de la population de la région.



On retrouve ici (de gauche à droite) Claire Godin, directrice du programme jeunesse, Myriam Briand, directrice de la protection de la jeunesse, et Yves St-Onge, président-directeur général adjoint au CISSS des Laurentides.

MYCHEL LAPOINTE
mychel.lapointe@infoslaurentides.com

A la direction de la protection de la jeunesse (DPJ) des Laurentides, on a enregistré 10 544 signalements au cours de la dernière année (2018-2019) pour une hausse de 11,5 % en comparaison de l'année précédente.

De ce nombre, 3 946 signalements ont été retenus et 832 adolescents ont reçu des services dans le cadre de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA).

La hausse de signalements des Laurentides est supérieure au 10 % d'augmentation enregistrée à l'échelle du Québec où 105 644 signalements ont été traités au Québec.

PRÉOCCUPANT

«Malgré les pas de géant franchis au fil du temps et en dépit des milliers d'enfants qui ont

DPJ DES LAURENTIDES

HAUSSE DE 11,5 %

DES SIGNALEMENTS

pu profiter des bienfaits de la Loi sur la protection de la jeunesse (dont c'est le 40^e anniversaire cette année), le nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'un signalement et qui ont besoin de protection ne cesse d'augmenter. Cette situation préoccupe grandement les DPJ du Québec dont le défi pour l'avenir est d'infléchir cette tendance et d'offrir un monde meilleur à nos enfants», ont tenu à faire savoir les autorités.

Qui plus est, on tient à exprimer que «la commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse qui s'amorce

constitue pour les DPJ une réelle occasion de faire le point de façon constructive avec l'ensemble des acteurs de la société sur la question de la protection des enfants, de leur droit et de leur bien-être. Il s'agit également d'une occasion de réaffirmer le consensus social sur la protection de la jeunesse et de redéfinir les mandats qui sont confiés tant aux DPJ qu'à l'ensemble des acteurs œuvrant au mieux-être des enfants et des familles vulnérables».

CIME, site Internet

Des lits fermés à cause d'un manque criant de personnel infirmier à Mont-Laurier

<https://www.cime.fm/nouvelles/sante/255543/des-lits-fermes-a-cause-dun-manque-criant-de-personnel-infirmier-a-mont-laurier>

CFLO, site Internet

Guichet d'accueil santé dans la MRC Antoine-Labelle: Un moratoire est annoncé

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/moratoire_guichet_-_moratoire_guichet_-_mp3

Fermeture de lits temporaires à l'hôpital de Mont-Laurier

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/fermeture_lit_ciiss_-_fermeture_lit_ciiss_-_mp3

CISSS des Laurentides: Un mandat renouvelé pour André Poirier

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/president_ciiss_laurentides_-_president_ciiss_laurentides_-_mp3